

Les droits pour les uns, les devoirs pour les autres. Et on laisse faire ?

L'affaire Benalla en est une nouvelle illustration : les sphères du pouvoir et de l'argent considèrent que tout leur est permis, tout leur est dû. Les exemples ce sont multipliés cet été :

- le nouveau patron d'Air France, nommé mi-août, touchera un salaire de 3,3 millions d'euros, 3 fois supérieur à celui de son prédécesseur, alors que le groupe se plaint que ses salariés coûtent trop cher...
- jamais les entreprises n'ont autant versé de dividendes : 497,4 milliards de dollars dans le monde sur le seul deuxième trimestre 2018 (+12,9%). En France, ce sont 44 milliards d'euros qui ont été distribués entre avril et juin : +23,5% par rapport à la période précédente... alors que se profile une croissance finalement plus faible que celle prévue par le gouvernement.

Mais pas question pour le pouvoir de décevoir les actionnaires. Les économistes dont Macron s'est entouré, comme Philippe Aghion ont donc des idées pour maintenir les droits des plus riches... en augmentant les devoirs des plus pauvres : « *Il existe des solutions pour baisser ce déficit sans casser la croissance* » dit-il « *A commencer par la réforme de l'Etat : en réduisant le millefeuille territorial, en unifiant les systèmes d'assurance sociale, et en réduisant le nombre de fonctionnaires à travers les non-renouvellements et les départs à la retraite volontaires.* » (Les Echos, le 22 août). Il faut y ajouter le nouveau projet de retraites « *par points* » qui aboutira à une diminution des pensions et un recul de l'âge de départ, comme toutes les précédentes lois, et bien d'autres réformes qui dessinent une rentrée dure pour l'ensemble des salariés, retraités ou privés d'emploi.

Nous ne faisons pas ce constat pour nous indigner ou nous plaindre : que les plus riches utilisent tous les moyens du pouvoir pour s'enrichir encore plus, après tout, qui peut s'en étonner ? A nous de réfléchir, de discuter, pour agir collectivement et démocratiquement pour changer cet ordre du monde... améliorer nos conditions de travail et de vie au quotidien et faire progresser le système éducatif. Notre syndicat aspire à le faire avec tous ceux qui le souhaitent.

Bonne rentrée à toutes et tous... et discutons-en !

44 milliards d'euros de dividendes distribués en France aux actionnaires entre avril et juin. Et pour les personnels ?



AFFAIRE BENALLA
UN COLLABORATEUR DE MACRON
FILMÉ EN TRAIN DE FRAPPER UN
MANIFESTANT À TERRE !



Notre secteur

L'éducation dans le viseur

Pan après pan, tous les services publics, y compris l'éducation, sont attaqués par le gouvernement Macron. Le 2 août, E. Philippe et J.M. Blanquer ont annoncé qu'ils voulaient « *changer la vie des enseignants* ». Mais « *notre politique se fera à moyens contraints* », ont-ils aussitôt précisé (Ouest France).

Un rapport, dit « *Comité d'action publique 2022* », qu'Edouard Philippe refusait de publier, a fini par sortir en juillet. Il suggère qu'après la casse des droits des travailleurs du privé, ce soit le statut des fonctionnaires et des agents publics qui soit remis en question, avec notamment la fin du point d'indice comme base des salaires et la fin de l'emploi pérenne. Un recul social grave.

Pour l'éducation, un volet spécifique du rapport propose plusieurs mesures : mise en concurrence des établissements par des évaluations ; recrutement des enseignant-es avec des postes à profil ; annualisation et augmentation du temps de travail dans le secondaire à raison de deux heures hebdomadaires ; régionalisation du système éducatif ; évolution de la fonction de chef d'établissement vers un « *rôle de manager* » ; création d'un nouveau corps d'enseignant-es, bivalent sur deux disciplines, avec un temps de travail plus long, et susceptible d'effectuer en plus des remplacements au pied levé ! Effectivement, si les propositions de ce rapport sont retenues, ça va « *changer la vie des enseignants* » !

Soyons lucides, seule une mobilisation de grande ampleur pourra mettre un terme à ces projets délétères.



Profes et personnels OGE

Une augmentation : tout de suite !

Nous demandons pour toutes et tous une augmentation d'au minimum 400 euros par mois, pour rattraper ce que nous avons perdu depuis des années. Qui peut se satisfaire des misérables 1% accordés par la FNOGEC pour les personnels OGE à partir du 1^{er} septembre ? Quant aux profs, Edouard Philippe a été très clair pendant l'été : il n'est pas question pour le gouvernement de revenir sur le gel du point d'indice.

L'urgence des augmentations est d'autant plus forte que l'inflation est repartie à la hausse pendant l'été : +2,3% rien que pour le mois de juillet. Parmi les produits qui ont le plus augmenté, les produits pétroliers ont pris +21,8% en juillet.

Bref, blocage des salaires d'un côté, augmentation des prix de l'autre, c'est notre pouvoir d'achat qui diminue, et de façon très nette.

Si on compare les 44 milliards d'euros distribués en trois mois pour les actionnaires aux 50,6 milliards attribués pour toute l'année 2018 au système éducatif, on continue de penser qu'il y a quelque chose qui cloche là-dedans ! Ces milliards donnés à la finance viennent de notre travail, ils devraient nous revenir !

Alors, oui, revendiquer des augmentations de salaires pour toutes et tous et une amélioration de l'éducation nationale, c'est légitime... mais on ne pourra compter que sur nous-mêmes pour l'imposer !

Rejoignez la CGT, un syndicat offensif et au service de tou-te-s les salarié-e-s...



La CGT dans l'enseignement privé agit pour aider les salarié-es à défendre leurs droits et à en gagner de nouveaux, parce que nous sommes convaincu-es que seules nos résistances et nos luttes nous permettrons de prendre en main notre avenir.

Depuis des années, nous refusons de cautionner les reculs, tant pour les personnels OGE que pour les enseignant.es. Nous agissons pour en finir avec la précarité, le gel des salaires, la dégradation de l'éducation, la souffrance au travail. Avec des questionnaires en ligne auprès des stagiaires, des enseignant-es en IME-ITEP, en lycée pro, en lycée

général, en collège...), nous voulons être au plus près des exigences des personnels.

Au quotidien, nous sommes engagé-es contre toutes les discriminations, notamment racistes ou sexistes. Nous défendons la laïcité et la liberté de conscience de tous les personnels.

Nous sommes porteurs d'un projet d'émancipation sociale et démocratique qui passe, dans notre secteur, par la perspective d'un grand service public laïc réunifié de l'Éducation Nationale, avec fonctionnarisation sur place de tous les personnels.

Vous vous reconnaissez dans ces perspectives ? Rejoignez-nous !



www.facebook.com/
cgt.enseignementprivé

www.cgt-ep.org

CGT Enseignement privé

Case 544 - 263 rue de Paris - 93515 MONTREUIL Cédex
Tél. : 01.42.26.55.20 – courriel : contact@cgt-ep.org



Avenir des jeunes Le gâchis Parcoursup'

Au 23 août, la situation officielle des 812 000 jeunes inscrit-es sur Parcoursup n'est pas réjouissante :

- 490 000 d'entre-eux ont accepté définitivement une proposition (parfois par défaut).
- 163 000 jeunes ont quitté d'eux-mêmes la procédure sans avoir été orientés par Parcoursup', soit parce qu'ils ont échoué au bac, qu'ils ont renoncé à poursuivre des études, ou qu'ils sont partis vers l'enseignement supérieur privé.
- 95 000 ont eu une réponse positive mais restent sur la plateforme en espérant une orientation qui corresponde mieux à leurs vœux.
- 62 000 n'ont pas reçu de proposition et sont toujours sur les listes d'attente !

Ainsi, plus de 160 000 jeunes ne savent pas ce qu'ils feront à quelques jours de la rentrée. Impossible pour eux de se projeter, de savoir où se loger.

Ce sont nos enfants, ceux de nos proches, ceux que nous avons eu dans nos classes, qui sont confrontés à cette sélection brutale. La seule finalité est de pallier le manque de places dans l'enseignement supérieur, parce que les gouvernements qui se succèdent depuis des décennies ont refusé de mettre les moyens nécessaires pour accueillir une jeunesse qui augmente et qui a droit, elle-aussi, à se former et à s'épanouir dans les études !